

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous dans une internationale révolutionnaire !

Depuis le début de l'année 2020, avec la propagation mondiale de la pandémie COVID-19 et la nouvelle crise économique, toutes les calamités que le capitalisme fait subir à l'humanité et à la nature sont plus évidentes que jamais. 137 millions de malades, 3 millions de morts et une nouvelle vague qui entraîne de nouveaux confinements dans tous les continents, prouvent la mauvaise gestion de la pandémie par tous les États bourgeois, incapables de l'avoir prévenue et encore plus incapables d'y faire face à partir des intérêts de la société dans son ensemble.

Au cours de cette pandémie et d'autres à venir, ce sont les classes laborieuses (prolétariat, petite bourgeoisie indépendante, petite bourgeoisie salariée) qui subissent le plus les conséquences, tandis que les firmes capitalistes en profitent pour multiplier leurs sources de profit au détriment des besoins sociaux élémentaires (vaccins, médicaments et matériel sanitaire, protection individuelle et professionnelle, dispositifs de télétravail...).

Nous, travailleuses et travailleurs qui assurons la production, les échanges, les services, courrons le plus grand risque de contagion et de décès ainsi que des pires séquelles de la maladie, en raison de l'engorgement des systèmes de santé. Nous supportons également le poids du chômage et la menace croissante de la faim, de l'enfermement dans des logements surpeuplés, des expulsions pour non-paiement de loyer, des fermetures d'écoles de leurs enfants.

En revanche, pour la classe capitaliste, la situation ouvre « l'opportunité » de se ressourcer en exploitant de nouvelles « niches de marché » autour des dépenses de santé et de l'industrie prétendument « verte ». Cette classe empêche l'argent public pour des montants qui atteignent des sommets historiques dans chaque pays, en partie pour tenter de sauver ses grandes entreprises les plus touchées par la paralysie économique (tourisme, transport aérien, industrie de l'aviation...), mais aussi, bien souvent, pour compenser les pertes ou la baisse des bénéfices de celles qui sont moins touchées, toujours sans menace qu'on leur prenne leur propriété ou leur contrôle.

Les travailleurs, salariés, indépendants ou informels, dans le meilleur des cas, reçoivent de la part des gouvernements des allocations misérables et tardives qui ne font qu'atténuer un peu la gravité de la situation : le minimum possible pour éviter, selon les gouvernants, les explosions sociales ou les émeutes de la faim.

Les grands bénéficiaires, aux dépens des besoins médicaux mondiaux, sont les entreprises pharmaceutiques. Ces entreprises ont développé leurs produits essentiellement grâce aux subventions publiques ou à la recherche

scientifique publique, dominant la négociation des prix et la distribution de leurs produits, car aucun État ou alliance d'États (comme l'Union européenne) ne remet en cause la propriété de leurs brevets ou leur « liberté sacrée » de prendre leurs décisions en fonction des demandes du plus offrant. Au milieu de la tragédie mondiale, elles multiplient leurs profits et sont l'objet de la spéculation boursière.

Par conséquent, la disponibilité des vaccins est extraordinairement limitée, non pas par la capacité de production mondiale, mais par les intérêts financiers des entreprises pharmaceutiques. De plus, la répartition de

ces produits entre les différents pays suit les mêmes règles de hiérarchie et de domination de l'économie dans son ensemble : priorité aux États impérialistes, indépendamment de leurs besoins à un moment donné. Le respect de la propriété privée, la recherche du profit des entreprises, les réponses nationalistes et non coordonnées des États sont incompatibles avec une lutte efficace et rapide.

Le résultat est que la pandémie s'éternise, que la dette publique mondiale atteint le plus haut niveau jamais mesuré (99 % du PIB mondial en 2021, selon le FMI), qu'après l'effondrement de l'économie en 2020, la reprise économique est lente et que l'emploi mondial mettra du temps à retrouver les niveaux de 2019. En effet, après la perte de l'équivalent de

255 millions d'emplois à temps plein en 2020 (soit quatre fois plus que lors de la crise de 2009), l'OIT prévoit pour 2021 que, dans tous les pays, seule la moitié des emplois détruits sera récupérée et que le chômage continuera de toucher plus particulièrement les femmes travailleuses et les jeunes.

Inévitablement, cette combinaison de crise sanitaire et économique, dans le cadre d'une crise écologique, a et aura des conséquences politiques et sociales de grande ampleur. La situation renforce les contradictions entre les grands pays impérialistes, principalement entre une Chine en expansion et les États-Unis en déclin mais toujours dominants, et aussi les puissances impérialistes secondaires (Russie, Allemagne, Japon, France...). Les tensions augmentent entre les membres de l'Union européenne (dont la manifestation la plus grave est la sortie du Royaume-Uni) et entre les puissances régionales du Proche-Orient (Israël, Iran, Turquie, Arabie saoudite). Tout cela génère la menace constante de nouvelles guerres commerciales, mais aussi militaires, notamment en Afrique et en Asie.

Mais les contradictions ne se développent pas seulement entre les États. La situation économique mon-

REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste | Collectif révolution permanente en France |

Les hôpitaux à nouveau débordés : Macron coupable

Nombre de nouveaux décès

Macron avait parlé, aux travailleurs de payer p. 2
Le Grenelle de l'éducation contre les statuts p. 5
La recherche publique étouffée par le capital p. 7
Big-Brother à la française p. 8
EDF : retrait du projet Hercule I p. 12
Le NPA en crise p. 15
Pour l'émancipation des femmes, révolution sociale ! p. 20
Birmanie : pour le renversement de la junte p. 21
Royaume-Uni : les conséquences du Brexit p. 23
B71 : le premier gouvernement ouvrier p. 26
Espagne : emprisonnement du rappeur Hasel p. 28

n° 44 avril 2021 2 euros

diale affecte différemment les couches et les secteurs de chaque bourgeoisie. Les contradictions, qui existent toujours dans cette classe très stratifiée et hiérarchisée, sont exacerbées lorsque le gâteau à partager devient plus petit et plus fragile. À l'intérieur des pays, les tensions au sein des classes dirigeantes se manifestent par d'âpres luttes politiques pour le contrôle de l'État national, afin d'obtenir de celui-ci un soutien juridique, économique ou même militaire privilégié (à l'étranger). La crise politique américaine de 2020 a exprimé l'ampleur actuelle de ces contradictions, qui érodent aussi sérieusement les systèmes politiques actuels au Brésil, en Angleterre, en Espagne, en Italie, en Israël...

Cependant, la classe dirigeante s'accorde pour faire payer aux travailleurs les conséquences des crises et de la dette publique afin de sauver son système économique. La facture actuelle est déjà énorme et continuera de croître, du moins tant que durera la crise sanitaire. Dans tous les pays, la catastrophe pandémique sera suivie d'attaques violentes contre les conditions de vie et les acquisitions sociales de la classe ouvrière, comme celles qui se préparent déjà en Espagne avec de nouvelles réformes contre le droit du travail et le système de retraite.

Depuis de nombreuses années, même dans les pays les plus « démocratiques », les États renforcent les pouvoirs de la police et de l'armée, réduisent les libertés et criminalisent la contestation sociale. En outre, le début de la pandémie a donné un nouvel essor à cette tendance réactionnaire, qui sera renforcée dans la mesure où la révolte sociale va inévitablement croître.

Telle est la situation à laquelle est confrontée la classe ouvrière mondiale. Chaque jour qu'il survit, le capitalisme accentue la destruction de la planète, favorisant les catastrophes écologiques, climatiques, pandémiques, humanitaires. Chaque jour qu'elle survit, la classe dirigeante plonge l'humanité dans un niveau de barbarie plus élevé, sortant d'une crise pour entrer dans une autre plus grave.

Dans tous les pays, d'une manière ou d'une autre, les exploités et la jeunesse privée d'avenir résistent et luttent. Parfois sous forme d'énormes mobilisations en Algérie, en Pologne, en Biélorussie, aux États-Unis, en Inde en 2020, en Birmanie et de nouveau en Algérie au début de 2021.

Mais ils n'ont pas de programme clair qui unisse tous les exploités et les opprimés derrière la classe productrice, pour construire une nouvelle société sans classe qui gère l'économie pour la satisfaction des besoins sociaux présents et futurs : l'association libre des producteurs.

Ils n'ont pas de parti révolutionnaire qui empêche la conscience et l'action des masses d'être empoisonnées et détournées par les dirigeants des partis réformistes et par les bureaucraties syndicales vers des illusions parlementaires, le chauvinisme et des compromis avec des fractions de la bourgeoisie.

Ils n'ont pas d'internationale ouvrière révolutionnaire qui mène les travailleurs du monde vers la résolution définitive des principaux problèmes de l'économie, de l'environnement, de la santé publique ou du pourrissement social, qui ne sont pas nationaux et ne peuvent être résolus dans les limites d'un État.

C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs et travailleuses les plus conscients à construire avec nous ces instruments révolutionnaires, nouvelle internationale communiste et parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays.

Gratuité de tous les soins de santé ! Confiscation sans indemnité des cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des entreprises qui peuvent produire des masques, des vêtements de protection, des respirateurs, des tests, des médicaments antiviraux... ! Contrôle par les travailleurs de ces productions ! Annulation de tous les brevets sur les équipements et les traitements médicaux ! Satisfaction immédiate des demandes des travailleurs de la santé ! Financement des mesures urgentes de santé et de protection sociale au moyen d'un impôt fortement progressif sur le revenu et avec l'argent provenant de l'annulation des subventions au capital, des dépenses militaires et des subventions aux religions ! Coordination de la production de matériel médical et distribution internationale au rythme de la progression de l'épidémie ! Collaboration internationale pour la distribution de ressources médicales et la recherche de vaccins et de traitements sûrs ! Auto-organisation des travailleurs et des voisins en comités pour contrôler l'accomplissement des mesures nécessaires pour arrêter la pandémie !

Interdiction de tous les licenciements, maintien de tous les emplois, diminution du temps de travail et embauche ! Congé financé par l'État pour les personnes qui doivent s'occuper de leurs enfants ! Interdiction des expulsions de logement. Confiscation des hôtels et des logements inoccupés (pour les malades légers, les sans-abris, les femmes battues, les familles vivant dans des logements surpeuplés ou délabrés, etc.) ! Suspension des loyers des logements et des remboursements aux banques pour les crédits immobiliers ou à la consommation ! Garantie d'un logement décent, d'une alimentation suffisante, d'un approvisionnement en eau, en énergie et en communication pour toute la population !

Fin des interventions militaires et fermeture des bases étrangères ! Émancipation des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes, Ouïgours, Rohingyas...) ! Législation immédiate de tous les migrants ! Dehors les corps répressifs et l'armée des quartiers !

Contrôle des travailleurs sur l'activité des services et entreprises essentiels et sur la fermeture de ceux qui ne le sont pas ! Socialisation des groupes capitalistes ! Gouvernement ouvrier basé sur les conseils ouvriers, la destruction de l'État bourgeois et la dissolution de l'armée professionnelle, des corps de répression policiers et des bandes fascistes par les travailleurs en armes ! Plan de production décidé par la population pour satisfaire les besoins sociaux tout en préservant l'environnement et l'avenir de l'humanité ! Pour une fédération socialiste mondiale ! Socialisme ou barbarie !

1^{er} mai 2021

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)